

L'impact bénéfique des envois de fonds sur l'Afrique

Sanjeev Gupta, Catherine Pattillo et Smita Wagh

Utilisés intelligemment, les transferts des émigrés peuvent réduire la pauvreté et ouvrir le secteur financier officiel aux petits épargnants

LES ENVOIS DE FONDS vers les pays en développement attirent de plus en plus l'attention à cause de leur volume croissant et de leur impact dans les pays bénéficiaires. En 2005, ils ont atteint 188 milliards de dollars, soit deux fois le montant de l'aide publique reçue par les pays en développement. De plus, il est prouvé que ces flux sont sous-comptabilisés. Si l'on ajoutait les sommes passant par les canaux informels aux flux mondiaux comptabilisés, ils augmenteraient d'au moins 50 %. La plupart de ces flux vont à des régions autres que l'Afrique subsaharienne, mais celle-ci bénéficie toujours de la tendance globale à la hausse. Entre 2000 et 2005, les envois vers cette région ont crû de plus de 55 %, atteignant près de 7 milliards de dollars, alors qu'ils augmentaient de 81 % pour l'ensemble des pays en développement.

Les études fondées sur les données relatives aux ménages dans divers pays d'Afrique subsaharienne donnent des indications sur l'utilisation de ces sommes. À la base, ce sont des transferts privés

intrafamiliaux/intracommunautaires de revenu qui répondent directement à la préoccupation essentielle de l'Afrique subsaharienne : la pauvreté. Leur potentiel de développement à long terme est déterminé par les sommes qui restent quand les besoins de consommation essentiels sont satisfaits. Jusqu'à présent, les études sur l'impact des transferts à l'échelle mondiale portaient surtout sur l'Amérique latine ou l'Asie du Sud, où leur volume dépasse de très loin celui que reçoit l'Afrique subsaharienne. Nous donnons ici des précisions sur le rôle de ces transferts en Afrique subsaharienne, en proposant des pistes pour qu'ils soient utilisés plus efficacement.

Panorama

L'Afrique reçoit seulement 4 % du total des envois vers les pays en développement, part de loin la plus faible qui équivaut à 33 % des envois destinés à l'Inde, premier bénéficiaire. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes reçoivent environ 25 % des transferts, comme les pays de l'Asie de l'Est et de la région du Pacifique. Depuis les années 80, les

flux destinés aux pays d'Amérique latine, de l'Asie de l'Est, des Caraïbes et du Pacifique augmentent plus vite que la moyenne de tous les transferts vers les pays en développement. En 2005, les trois principaux bénéficiaires (Chine, Inde et Mexique) en représentaient plus du tiers. Parmi les 25 principaux bénéficiaires, un seul (le Nigéria) est en Afrique, mais trois pays d'Asie du Sud figurent sur la liste (Bangladesh, Inde et Pakistan).

En pourcentage du PIB également, le volume des transferts vers l'Afrique subsaharienne est plus faible que pour les autres pays en développement : il a été d'environ 2,5 % du PIB en moyenne entre 2000 et 2005, contre près de 5 %. Il y a pourtant des exceptions notables, telles que le Lesotho, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau et le Sénégal (graphique 1), et, dans certains pays, les transferts constituent une source importante de devises.

Les transferts vers l'Afrique subsaharienne passant par les circuits informels, soit 45 % à 65 % des flux officiels, sont nettement plus élevés que dans les autres régions. En outre, il est très probable que la balance des paiements sous-estime les transferts intrarégionaux. Or les migrations intrarégionales sont fréquentes en Afrique subsaharienne; ainsi le Botswana et l'Afrique du Sud attirent des travailleurs migrants des pays voisins, et les liens socioculturels puissants en Afrique de l'Ouest encouragent la mobilité de la main-d'œuvre dans cette sous-région.

Que représentent les transferts par rapport aux autres apports de fonds à l'Afrique subsaharienne? L'aide publique au développement et l'investissement direct étranger sont beaucoup plus élevés que les transferts, mais aussi plus volatils (graphique 2). La stabilité des envois de fonds suggère que les flux à venir pourraient être utilisés comme garantie, ce qui pourrait faciliter l'accès aux capitaux internationaux et abaisser le coût des emprunts. D'après certaines études, ces envois étant très dispersés, l'effet du syndrome hollandais est relativement tempéré. Toutefois, comme tous les flux extérieurs, ils risquent de déclencher une appréciation réelle de la monnaie et d'entamer la compétitivité des exportations dans le pays bénéficiaire, phénomène auquel les responsables politiques doivent se préparer.

On a établi un rapport entre les envois de fonds, surtout ceux qui proviennent de travailleurs qualifiés, et l'exode des cerveaux,

préoccupation majeure dans la région. Certains analystes attribuent la crise du secteur de la santé en Afrique subsaharienne à l'émigration de professionnels compétents, qui trouvent le plus souvent un emploi dans les pays très demandeurs de l'OCDE. Selon une estimation, près du quart des nouveaux médecins formés à l'étranger qui se sont enregistrés auprès du National Health Service du Royaume-Uni entre 2002 et 2003 venaient d'Afrique subsaharienne. Près de 80 % des infirmières formées par le Libéria et une proportion égale des médecins mozambicains travaillent dans des pays industriels. Les taux élevés d'emplois vacants ou de non remplacement dans les systèmes de santé publique de pays comme le Ghana, la Zambie et le Zimbabwe sont tous attribués à l'émigration. En moyenne, 20 % de la population de l'Afrique subsaharienne âgée de plus de 15 ans et ayant fait des études post-secondaires travaillent dans des pays de l'OCDE, contre moins de 10 % pour l'Asie du Sud. Dans certains pays, le taux d'expatriation dépasse 50 % de la population instruite.

Certains analystes affirment cependant que la possibilité de gagner plus à l'étranger a en fait augmenté l'offre de professionnels de santé dans la région, même si l'on prend en compte l'émigration. Bien que l'on débatte toujours du coût explicite de la migration des travailleurs qualifiés, c'est un point de référence utile pour évaluer les avantages des transferts.

Impact des envois de fonds

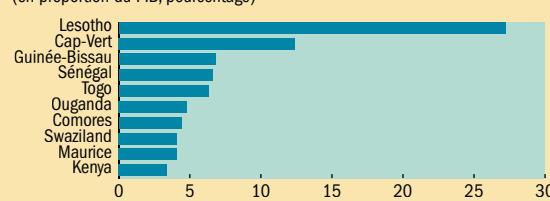
Quel est l'effet des transferts sur l'ensemble de l'Afrique? Nous examinons d'abord leur **impact sur la pauvreté**. Ils augmentent les ressources des ménages bénéficiaires, lissent leur consommation, constituent un volant de trésorerie et exercent des effets multiplicateurs par l'accroissement de la consommation des ménages. Les données concernant le Ghana montrent que les transferts ont un effet anticyclique et aident à étailler dans le temps la consommation et le bien-être, surtout pour les agriculteurs pratiquant la culture vivrière qui sont généralement le groupe économique le plus défavorisé. La plupart des transferts servent à financer la consommation ou à investir dans l'éducation, la santé et l'alimentation.

La relation entre envois de fonds et pauvreté n'est pas unidirectionnelle. La pauvreté et le manque de possibilités économiques qui l'accompagne jouent un rôle dans la volonté d'émigrer et d'envoyer de l'argent à sa famille. Les villages du Sénégal mettent parfois en commun des ressources pour payer l'émigration de leurs jeunes hommes les plus qualifiés. Les sommes envoyées constituent le rendement de cet investissement collectif. De plus, les ménages pauvres dont certains membres émigrent ont plus de chances de recevoir de l'étranger un supplément

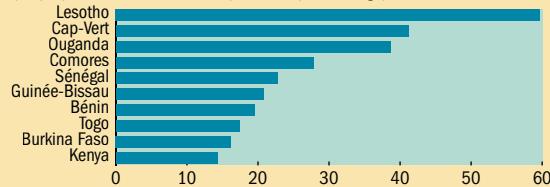
Graphique 1
Les premières destinations africaines

Ce sont le Lesotho et le Cap-Vert qui reçoivent le plus d'envois de fonds par rapport à leur taille.

(en proportion du PIB, pourcentage)



(en proportion des recettes d'exportation, pourcentage)



Sources : FMI, *Annuaire de statistiques de balance des paiements* (2006); FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* (2006); estimations des services de la Banque mondiale.

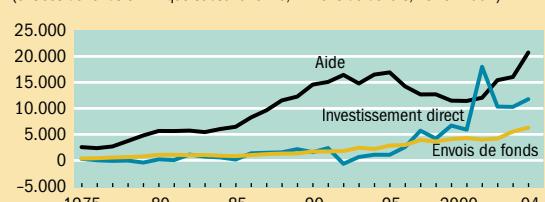
Note : Classement fondé sur les entrées moyennes de fonds entre 2000 et 2005.

Graphique 2

Plus modestes mais moins volatils

Les envois de fonds sont moins élevés mais plus stables que les autres flux.

(entrées de fonds en Afrique subsaharienne; millions de dollars, 1975-2004)



Sources : FMI, *Annuaire de statistiques de balance des paiements* (2006); FMI, base de données du Département Afrique (2006); OCDE, base de données du Comité d'aide au développement (2006).

régulier de revenu, autre raison pour laquelle la grande pauvreté peut impliquer davantage de transferts.

Notre analyse empirique, à partir de données tirées de 233 enquêtes dans 76 pays en développement, dont 24 pays d'Afrique subsaharienne, confirme que les transferts réduisent la pauvreté. En fait, à une hausse de 10 % du ratio transferts/PIB correspond une baisse de 1 point du pourcentage de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour et du taux d'écart de pauvreté (qui mesure à quel point le revenu moyen des pauvres est inférieur au seuil de pauvreté). De plus, nous constatons que, même en prenant en compte l'impact de la pauvreté sur les envois de fonds, dans un modèle où la pauvreté et les envois sont déterminés de façon simultanée et endogène, l'effet des transferts sur la réduction de la pauvreté subsiste. Toutefois, le premier effet, à savoir l'influence de la pauvreté sur les transferts, est un peu plus prononcé.

Quel est l'*effet des envois de fonds sur le potentiel de croissance à long terme*? L'impact direct dépend de l'utilisation des sommes reçues, de l'effet de l'émigration sur l'offre de travail et la production du pays, de la réaction des ménages bénéficiaires à des transferts réguliers et de l'influence de ces fonds sur la financiarisation de l'économie. Les études qui examinent la réaction de l'offre constatent que les envois de fonds freinent la croissance. En revanche, les études qui relient les transferts au circuit d'investissement, grâce auquel ils remplacent ou améliorent l'accès au capital, concluent généralement que les transferts stimulent la croissance.

Nous avons examiné une conséquence indirecte des transferts monétaires transfrontaliers : leur *impact sur le développement financier*. Comme les envois de fonds impliquent des flux transfrontaliers de sommes relativement modestes, ils permettent aux ménages à faible revenu d'accéder aux services financiers officiels, en commençant le plus souvent par les produits d'épargne. Mais l'intérêt croissant que les institutions de microfinance portent à ce segment du marché incite à penser que les transferts pourraient servir à garantir le capital de départ pour des petites entreprises créées par des individus qui étaient jusqu'alors exclus du secteur officiel. En Afrique subsaharienne en particulier, l'absence d'accès aux services financiers officiels fait obstacle à la financiarisation.

Pour notre étude, nous avons cherché à déterminer l'impact des envois de fonds sur le développement financier dans 44 pays africains sur six périodes, en prenant les moyennes sur cinq ans entre 1975 et 2004. Nos constatations confirment que les transferts facilitent la financiarisation de l'économie dans la région, après neutralisation des variables macroéconomiques et institutionnelles qui sont généralement utilisées pour expliquer le développement financier dans les pays à faible revenu. Ces résultats restent valables quand on prend en compte la possibilité que les sommes comptabilisées soient plus importantes dans les marchés financiers relativement développés. Bien que l'Afrique subsaharienne ne reçoive qu'une faible part des envois à destination des pays en développement, l'effet estimé de ces fonds sur le développement financier selon notre étude est comparable à ce qui ressort d'autres travaux utilisant un échantillon plus large de pays en développement.

Abaïsser le coût des transferts officiels

Bien que les envois de fonds puissent faciliter l'accès des ménages aux marchés financiers officiels, seule une partie de ces fonds aboutit au système officiel. Les commissions élevées que prélevent les opérateurs découragent les émigrés pauvres qui veulent envoyer chez eux de petites sommes. Même si l'émigré peut accéder aux banques, le bénéficiaire ne le peut pas forcément. Par conséquent, beaucoup d'émigrés ont plutôt recours à des entreprises d'import-

export, des détaillants et des changeurs, qui n'enregistrent pas leurs transactions. Les systèmes informels de transfert monétaire, calqués sur le système hawala du Moyen-Orient, dominent le marché des envois de fonds dans plusieurs pays d'Afrique. Les prestataires informels offrent aux clients des avantages, tels que l'anonymat, un minimum de formalités et la rapidité. En revanche, l'absence de contrôle de ces marchés rend risqué le recours continu des petits bénéficiaires à ces circuits.

Or le coût des transferts officiels à l'Afrique subsaharienne est élevé, surtout pour les petites sommes. Une enquête auprès des prestataires de transferts monétaires au Royaume-Uni révèle que la commission prélevée sur les transferts est plus basse entre le Royaume-Uni et l'Inde, où le volume des opérations est élevé, qu'entre le Royaume-Uni et l'Afrique (graphique 3). Le marché des transferts monétaires entre les pays en développement de l'Afrique subsaharienne est particulièrement mal servi par les institutions officielles et les commissions prohibitives qu'elles prélevent réduisent beaucoup leur utilisation. D'après une étude effectuée en Afrique du Sud, le coût relatif d'un transfert international de 250 rand est le plus faible quand il passe par un ami ou un chauffeur de taxi et le plus élevé quand il transite par une banque. Quant aux transferts transfrontaliers par le service des postes, si leurs prix sont compétitifs, ils sont plus lents et moins sûrs.

Le sous-développement de l'infrastructure financière est un autre facteur qui dissuade d'utiliser les canaux officiels. L'absence en Afrique du Sud d'un grand opérateur comme Western Union limite la concurrence entre acteurs du marché officiel et augmente la probabilité du recours à des circuits informels. Depuis le 11 septembre 2001, la surveillance des transferts internationaux s'est intensifiée et beaucoup de banques imposent des normes d'identification plus strictes aux individus et aux petits opérateurs. En Afrique du Sud, seuls les courtiers dûment agréés et ayant investi dans un système coûteux de déclaration des opérations de change, peuvent transférer des fonds. Ces règlements, en augmentant encore le coût effectif des transferts, découragent l'utilisation des canaux officiels. Même si la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme rend ces coûts inévitables, il serait possible de ne pas les répercuter entièrement sur le client.

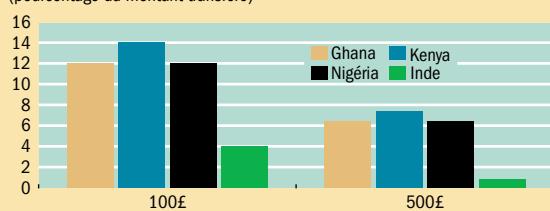
En outre, étant donné l'excès de liquidité dans la plupart des banques d'Afrique subsaharienne, elles ne s'intéressent guère au marché des petits transferts. Selon la plupart des analystes, il existe d'importantes possibilités non exploitées pour les banques

Graphique 3

Des frais prohibitifs

En raison des tarifs élevés pratiqués au Royaume-Uni, les migrants préfèrent utiliser des voies informelles plutôt que Western Union.

(pourcentage du montant transféré)



Source : Royaume-Uni, Department of International Development (2006).

Note : Les frais peuvent varier en fonction des taux de change; les chiffres n'ont donc qu'une valeur indicative.

d'abaisser les coûts de transaction sur les transferts, surtout les petits envois des émigrés pauvres. Les réformes du secteur financier qui s'attaquent à certains problèmes structurels, ou même à tous, dans les pays bénéficiaires et envoyeurs sont aussi susceptibles d'abaisser le coût des transferts. En Ouganda, les mesures permettant aux résidents d'ouvrir des comptes en devises ont amené un bond des transferts privés au début des années 90. On a proposé l'uniformisation des règlements régissant les transferts et une intervention des autorités quand les commissions sont prohibitives, ainsi que d'autres mesures de réduction des coûts.

La demande croissante de services d'envoi de fonds dans des marchés financiers développés comme celui des États-Unis a attiré l'attention de grandes banques commerciales, comme la Citizens' Bank et la Wells Fargo. Pour ces banques, les services de transfert représentent un moyen d'attirer les nombreuses personnes qui n'ont pas recours aux banques vers leurs produits financiers traditionnels. Dans le cadre d'un accord avec deux banques du Cap-Vert, la Citizens' Bank offre aux émigrés de ce pays un système d'envoi de fonds moins coûteux que celui de la Western Union. Pendant les trois premières années de son fonctionnement, cette initiative a transformé plus de mille émigrés qui n'utilisaient pas jusque-là les banques en clients de la Citizens' Bank. Toutefois, la plupart des initiatives de ce type exigent que l'émigré ouvre un compte bancaire; aussi ne sont-elles guère susceptibles d'attirer les travailleurs sans papiers.

Parmi les prestataires officiels, ce sont les petites banques et les institutions de microfinance qui ont su reconnaître le potentiel inexploité de ce marché. Les institutions de microfinance sont bien équipées pour satisfaire les besoins du ménage bénéficiaire de transferts. En même temps, elles considèrent les transferts comme un apport bienvenu de capital pour surmonter les problèmes opérationnels qui affectent actuellement ce secteur. Dans les pays qui ont une longue histoire d'émigration, certaines petites banques se sont adaptées aux besoins des émigrés. Par exemple, la Theba Bank, banque de travailleurs des mines, offre des transferts à faible coût depuis l'Afrique du Sud vers des familles qui détiennent des comptes bancaires au Mozambique et au Swaziland. L'International Remittance Network (environ 200 coopératives de crédit qui offrent des services de transfert peu coûteux dans 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe) n'exige pas que la famille bénéficiaire détiende un compte.

Les nouvelles technologies abaissent aussi le coût du transfert de fonds. Les récentes avancées des techniques de cryptage pour les téléphones portables ont facilité les transferts rapides et peu coûteux entre les pays de l'OCDE et des pays bénéficiaires aussi divers que les Philippines et la Zambie, et permis ainsi aux clients d'éviter les commissions élevées et les longs délais d'attente qui caractérisent les prestataires de transferts et les banques. Récemment, des compagnies de téléphone disposant de réseaux dans plus de 100 pays ont annoncé qu'elles permettraient à leurs clients d'envoyer de l'argent dans leur pays sous la simple forme de messages textuels. Si les ménages bénéficiaires n'ont pas de compte bancaire, la somme envoyée peut être convertie en carte de paiement prépayée qui peut être utilisée directement pour des achats. Les institutions financières peuvent exploiter ces innovations techniques à leur avantage, surtout quand les réseaux bancaires de détail sont particulièrement faibles. Récemment, la First Rand Bank d'Afrique du Sud a acheté Celpay, un fournisseur de services bancaires par téléphone portable qui fonctionne en Zambie et dans la République démocratique du Congo.

Mieux utiliser les transferts

Intégrer les ménages bénéficiaires dans le secteur financier officiel n'est qu'un premier pas vers une utilisation plus efficace des transferts. Les enquêtes par pays indiquent que, si les ménages dépensent généralement une forte proportion de leurs transferts, leur propension à épargner peut aller jusqu'à 40 %. Pour les responsables politiques, le problème consiste à canaliser cette épargne vers des utilisations productives.

La plupart des études indiquent qu'une forte proportion des transferts est utilisée pour le développement du capital humain, dont les bienfaits à long terme sont évidents, ou pour la consommation. La construction d'immeubles pour les travailleurs émigrés en Afrique de l'Ouest a stimulé l'économie locale grâce à des effets multiplicateurs. Au Mexique, la Sociedad Hipotecaria Federal, institution financière publique, accorde un financement à long terme et une assurance partielle des hypothèques aux fournisseurs mexicains de crédit hypothécaire qui consentent des prêts libellés en pesos aux émigrés pour la construction de logements au Mexique. Ce système encourage à la fois les envois de fonds et leur utilisation productive. En Afrique, à cause de l'insuffisance de l'infrastructure financière, il peut s'avérer plus difficile de lancer des projets similaires, mais ils pourraient déclencher un essor soutenu de la construction avec des retombées positives sur les secteurs réel et financier de l'économie.

Les banques d'Afrique subsaharienne peuvent faciliter l'investissement des transferts en combinant des services financiers comme les produits d'épargne et des prêts aux entreprises pour les ménages bénéficiaires. Actuellement, le marché est dominé par les opérateurs spécialisés comme la Western Union, qui sont moins susceptibles d'offrir à leurs clients des produits financiers annexes. Les banques pourraient aussi envisager d'utiliser le flux des transferts comme garantie pour de petits prêts aux entreprises.

En dernière analyse, les transferts ne peuvent pas remplacer un effort de développement soutenu et autonome. En outre, l'émigration massive peut avoir un effet néfaste sur le marché national du travail dans certains secteurs, particulièrement quand la plupart des émigrants sont des travailleurs qualifiés. Les apports élevés et croissants de fonds exigent aussi que les responsables politiques prennent garde aux effets éventuels du syndrome hollandais sur le taux de change réel. Toutefois, les envois de fonds peuvent atténuer les contraintes budgétaires immédiates des ménages bénéficiaires. Pour l'ensemble des pays en développement, ils représentent un transfert de ressources supérieur à celui de toute l'aide au développement et ils exercent un effet plus direct sur la pauvreté. De plus, le vaste marché inexploité des transferts donne aux petits épargnants la possibilité d'entrer dans le secteur financier officiel. ■

Sanjeev Gupta est Conseiller principal au Département des finances publiques du FMI, et Catherine Pattillo est économiste principale au Département Afrique, où Smita Wagh est chargée de projets.

Cet article se fonde sur le document de travail n° 07/38 du FMI, «Impact of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa». Ce document contient les détails de la méthodologie empirique, une liste de références sur ce sujet et les sources primaires dont est tirée une partie du matériel utilisé dans cet article.

Bibliographie

Clemens, Michael, 2007, "Do Visas Kill? Health Effects of African Health Professional Emigration," CGD Working Paper No. 114 (Washington: Center for Global Development).